

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 28/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MTS

7 RUE DE DUNKERQUE
BP 88
67000 STRASBOURG

Références : 0006700588/AB/CE
Code AIOT : 0006700588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2025 dans l'établissement MTS implanté 7, rue de Dunkerque - 67000 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à un déversement de 5 tonnes de blé dans le Rhin le 21/02/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MTS
- 7, rue de Dunkerque - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006700588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MTS exploite à Strasbourg au Port du Rhin (Nord) des installations :

- de stockage et de séchage de céréales ;
- de transit de déchets.

L'activité de transit de déchets est soumise aux dispositions transposant la directive 2010/75 (UE) "IED" pour le stockage de bois créosoté.

Le stockage et le séchage de céréales sont réalisés pour le compte du Comptoir Agricole.

Les prescriptions de référence sont celles de l'arrêté préfectoral du 21/06/2021 codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société Manutention Transport Service (MTS) à Strasbourg.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours un rapport d'incident conformément aux dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déclaration accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 21/02/2025 vers 16h15, le port autonome de Strasbourg a informé la DREAL d'un incident survenu chez la société MTS de Strasbourg. Il y a eu un déversement de blé dans le Rhin. Les informations transmises sont les suivantes : Les particules en surface sur l'eau sont des follicules ou de la paille du blé ne présentant aucun risque particulier ; la plus grosse partie est dispersée ou le sera. Une quantité d'environ 5 tonnes de blé (7 m ³) se trouve au pied du poste de chargement, suite à un dysfonctionnement du capteur de bourrage ayant empêché l'arrêt automatique du chargement, et entraîné le stockage anachronique du blé dans l'installation et son déversement dans l'eau par un trou latéral dans les parpaings. Le directeur industriel est sur place et confirme que le nécessaire sera fait pour l'évacuation du blé lundi. Vers 17h15, l'astreinte de la DREAL est également prévenu de cet incident au port. L'inspection s'est rendue sur place le lundi 24 février vers 11h30.

L'exploitant confirme qu'un capteur a été défaillant. En conséquence, la bande transporteuse ne s'est pas arrêtée et du blé a débordé de la bande transporteuse. Le mur en parpaing ayant un trou, le blé s'est déversé dans le Rhin via celui-ci (cf. photos en pièces jointes).

Le jour de la visite, l'exploitant avait déjà colmaté le trou dans le mur. 2 agents étaient en train de récupérer et d'évacuer le blé au moyen de pelles. Le blé déversé dans le Rhin est du blé naturel sans traitement particulier.

Le blé mouillé sera traité en méthanisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de produire un rapport d'accident sous 15 jours selon les dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite